

**LA CLEF**  
Association Loi de 1901  
46, rue de MAREIL  
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

**EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2019**  
**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Hervé LOHIER**  
Commissaire aux comptes  
Membre de la Compagnie régionale de Versailles

20, Avenue Louise  
95230 Soisy sous Montmorency

**LA CLEF**  
Association Loi de 1901  
46, rue de MAREIL  
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

**EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2019**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

A l'assemblée générale des adhérents,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de :

**LA CLEF**  
Association Loi de 1901  
46, rue de MAREIL  
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

Relatifs à l'exercice clos le 31 aout 2019 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association LA CLEF à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1/09/2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Elles ont porté notamment :

- sur la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices en ce qui concerne les subventions, les adhésions et les charges,
- et sur la conformité de la présentation des comptes à l'arrêté ministériel CRC 99-01.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme

significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société<sup>1</sup> à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette

incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 9 décembre 2019

H. LOHIER, Commissaire aux comptes

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'H. Lohier', written in a cursive style.

## BILAN 2018-2019

| <b>ACTIF</b>                    | <b>BRUT</b>    | <b>amort/prov</b> | <b>31/08/2019</b> | <b>31/08/18</b>  | <b>PASSIF</b>                        | <b>31/08/19</b> | <b>31/08/18</b>  |
|---------------------------------|----------------|-------------------|-------------------|------------------|--------------------------------------|-----------------|------------------|
| <b>IMMOBILISATIONS</b>          | <b>790 870</b> | <b>702 818</b>    | <b>88 052</b>     | <b>100 980</b>   | <b>FONDS PROPRES</b>                 | <b>4947</b>     | <b>12 013</b>    |
| Immobilisations incorporelles   | 19 900         | 19 350            | 550               | 850              | Report à nouveau                     | -37 421 -       | 31 369           |
| Immobilisations corporelles     | 770 970        | 683 468           | 87 502            | 100 130          | Résultat de l'exercice               | 6 298 -         | 6 052            |
| Participations                  |                |                   | <b>1 000</b>      | 1 000            |                                      |                 |                  |
| Prêts                           |                |                   | <b>1 700</b>      | <b>5 000</b>     | Subvention investissement            | 36 070          | 49 434           |
| Autres Prêts-Procilia           | 13 692         | 4 400             | <b>9 292</b>      | 6 048            |                                      |                 |                  |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>          |                |                   | <b>1 253 027</b>  | <b>1 114 613</b> | <b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b> | <b>381813</b>   | <b>348 175</b>   |
| Stock                           |                |                   |                   |                  | Provisions pour risques              | 381 813         | 348 175          |
| Créances clients                |                |                   | 5 988             | 13 011           |                                      |                 |                  |
| Autres Créances                 |                |                   |                   |                  |                                      |                 |                  |
| Produits à recevoir             |                |                   | 285 759           | 353 098          |                                      |                 |                  |
| TVA                             |                |                   | 3 875             | 3 585            | <b>DETTES</b>                        | <b>955104</b>   | <b>861 935</b>   |
| Etat-Produits à recevoir (cice) |                |                   | 11 998            | 12 417           | Fournisseurs                         | 35800           | 15 856           |
| Subvention d'invest à recevoir  |                |                   |                   | -                |                                      |                 |                  |
| Disponibilités                  |                |                   | 880 771           | 691 691          | Personnel autres charges a payer     | 44508           | 36 159           |
| Charges constatées d'avance     |                |                   | 64 636            | 40 811           | Organismes sociaux                   | 91884           | 81 287           |
|                                 |                |                   |                   |                  | Personnel congés à payer             | 48749           | 46 896           |
|                                 |                |                   |                   |                  | Prélèvement à la source              | 2611            |                  |
|                                 |                |                   |                   |                  |                                      |                 |                  |
|                                 |                |                   |                   |                  | Autres dettes-pré-inscription        | 731552          | 681 737          |
|                                 |                |                   |                   |                  | <b>COMPTES REGULARISATION</b>        | <b>11207</b>    | <b>5 518</b>     |
|                                 |                |                   |                   |                  | Produits constatés d'avance          | 11207           | 5 518            |
| <b>TOTAL</b>                    |                |                   | <b>1 353 071</b>  | <b>1 227 641</b> | <b>TOTAL</b>                         | <b>1353071</b>  | <b>1 227 641</b> |

# COMPTE DE RESULTAT 2018-2019 CRC 99-01

| CHARGES                            | 31/08/19         | 31/08/18         | PRODUITS                          | 31/08/19         | 31/08/18         |
|------------------------------------|------------------|------------------|-----------------------------------|------------------|------------------|
| 60 MATIERES FOURNIT/PETIT MATERIEL | 227 348          | 195 937          | 706 ACTIVITES                     | 1 104 497        | 1 112 908        |
|                                    |                  |                  | 7080 PRODUITS ACTIVITES ANNEXES   | 233 410          | 205 476          |
| 61 CHARGES EXTERNES                | 140 558          | 168 731          | 721 PRESTATIONS IMMOBILISEES      |                  |                  |
| 62 AUTRES SERVICES EXTERIEURS      | 64 902           | 63 808           | 7401 SUBV FONCTIONNEMENT          | 640 000          | 610 000          |
| 63 IMPOTS ET TAXES                 | 115 715          | 117 257          | 7402 SUBV DIFFUSION/FORMATION     | 166 418          | 183 361          |
| 64 CHARGES DE PERSONNEL            | 1 612 614        | 1 551 392        | 7404 AIDES A L'EMPLOI             | 29 572           | 21 829           |
| 65 CHARGES DE GESTION COURANTE     | 3 750            | 4 112            | 750 ACTIVITE D'ACOMPTE            | 2 278            | 52               |
| 66 CHARGES FINANCIERES             | 160              |                  | 756 ADHESIONS                     | 43 657           | 43 476           |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES         | 122              | 70               | 757 QUOTE-PART SUBV INVESTISS     | 13 364           | 14 701           |
| 68 DOTATIONS AMORT/PROVISIONS      | 419 372          | 387 975          | 76 PRODUITS FINANCIERS            | 2 186            | 2 252            |
|                                    |                  |                  | 77 PRODUITS EXCEPTIONNELS         | 7 119            | 2 678            |
| RESULTAT D'EXPLOITATION            | 6298             |                  | 78 REPRISE/PROVISION POUR RISQUES | 348 338          | 286 497          |
|                                    |                  |                  |                                   |                  | 6052             |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>2 590 839</b> | <b>2 489 282</b> | <b>TOTAL</b>                      | <b>2 590 839</b> | <b>2 489 282</b> |

## TRAITEMENT DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE CRC 99-01

| REPARTION NATURE DES CHARGES                                      |         | REPARTITION NATURE DE RESSOURCES |         |
|---|---------|----------------------------------|---------|
| 861 MISE A DISPOSITION GRATUITE<br>DE BIENS : LOCAUX, MATERIEL... | 203 942 | 870 BENEVOLAT                    | 78 197  |
| 862 PRESTATIONS   |         | 871 PRESTATIONS EN NATURE        | 203 942 |
| 864 PERSONNEL BENEVOLE  | 78 197  |                                  |         |

HL

# ETATS FINANCIERS

## ... Annexes

### Traitement des contributions en nature

Conformément au règlement CRC99-01 du 1er février 1999, les contributions volontaires en nature présentées de façon extra comptable sous le compte de résultat ont été valorisées comme suit :

- Mise à disposition gracieuse par la Ville de Saint-Germain-en-Laye d'un local - sis au 46, rue de Mareil – d'une superficie de 2 270 m<sup>2</sup> pour une valeur estimée à 203 942 € (eau et chauffage compris).
- Une convention spécifique signée le 23 Mars 2004 (renouvelée le 29/01/2016) définit les conditions de cette mise à disposition.

## ACTIF

### IMMOBILISATIONS

La valeur brute est au 31 août 2019 est de 790 870 € (767 779 € l'an dernier)

La valeur nette est au 31 août 2019 est de 88 052 € (100 980 € l'an dernier)

La durée de nos amortissements est de 3 ou de 5 ans, en fonction du matériel acheté et de son utilisation.

#### ACQUISITIONS

#### • Autres Matériels :

- Sèche-Linge : 649 €

#### • Matériel d'Entretien

- Auto laveuse : 3.140.40€

#### ♦ Matériel éducatif :

Achats :

- Batterie mapex satum : 1.498 ,33€
- Appareil photo-panasonic DMC-G80MEF-K : 839€

#### ♦ Matériel de bureau :

- PC Lenovo think pade intel i7 : 1.854€
- PC gamme omen : 1.089€
- 2 PC portables hp probocok : 1.040€
- PC portable lenovo : 2.093,80€
- PC hp pro gamme : 528€
- 3PC -hp gamme monitor : 1.800€
- PC hp monobloc 27 : 980.40€
- PC hp gamme pro monitour : 958.80€
- 2PC hp gamme pro format sff : 1.056€
- 

#### ♦ Matériels Culture :

- ID systems dave 15g3 : 807.50€
- Batterie pdp concept maple : 715,83€
- Tête d'ampli guitare marshal dsl : 604,17€
- Marshall MR 1960AV : 582.50€
- 4 Stop chutes : 2.853,96€

**PARTICIPATIONS :** participation aux parts sociales de la société coopérative d'intérêt collectif :

SOCOOP : 1.000 euros

#### PRETS :

Participation des employeurs à l'effort à la construction : 9 292€

Prêt à l'association les ZULUBERLUS : 1 700 €

#### ACTIF CIRCULANT

- **Produits à recevoir**  
Retour de taxe parafiscale CNV  
Solde de la Région

Ville  
Drac

- **Charges constatées d'avance**

Factures engagées pendant l'été sur la saison à venir (plaquettes, fournitures de bureau, assurance, contrats de maintenance, assurance, cessions de spectacles).

- **Disponibilités**

- Le montant des chèques en attente au 31/08/2019 était de 328 162,57 € contre 287 851,59€ au 31/08/2018

## PASSIF

### Fonds Propres

- Subvention d'investissement

Sommes allouées par la Région et le CNV pour l'achat de matériel numérique et pédagogique, son et lumière, ainsi que le crowdfunding (participation de nos adhérents et partenaires) pour la construction de la terrasse.

Le montant de la subvention Investissements est repris proportionnellement aux amortissements (entre 2013 et 2022).

### Provisions

La variation des provisions pour primes de départ à la retraite, risques est charges est de : 33 638€

#### VARIATION DES PROVISIONS

**2017/2018**

**2018/2019**

| VARIATION DES PROVISIONS                        | 2017/2018    | 2018/2019 |
|---|--------------|-----------|
| PROVISIONS POUR PRIMES DE DEPART A LA RETRAITE  | 295 981.87 € | 321 482 € |
| PROVISIONS RISQUES ET CHARGES                   | 52 193 €     | 60 331 €  |
| PROVISIONS POUR DEVALORISATION DU PRET PROCILIA | 3 023 €      | 1 377€    |

### Dettes

- Personnel, autres charges à payer : Salaires de septembre des professeurs payés sur 12 mois.
- Personnel, congés à payer : Nombres de jours de congés payés acquis au 31 août.
- Organismes sociaux : Charges sociales à payer sur les salaires de juillet et août.
- Autres dettes, préinscriptions : arrhes versées par les adhérents avant le 1er septembre.

### Produits constatés d'avance

- SACEM, Aides à L'Emploi (Fonjep, Fonpeps), Uniformation, Arcadi (résidence de création)

## Répartition des subventions obtenues

|  |  |                      |
|--|--|----------------------|
| <b>Ville de St-Germain-en-Laye</b>   | Fonctionnement<br>Aide exceptionnelle  | 500 000 €<br>30 000€ |
| <b>DRAC Ile-de-France</b> (Min. Culture)<br>(Label Scène de Musiques Actuelles)  | Projet Culturel et Artistique<br>(Diffusion Résidences, Accompagnement, Création, Formation) | 120 000 €            |
| <b>Région Ile-de-France</b><br>(Permanence Artistique - Musiques Actuelles)  | Projet (Aides à l'emploi, Résidences, Accompagnement, Formation, Diffusion)                  | 90 000 €             |
| <b>DDCS 78</b> (ex Direction Dép. Jeunesse et Sports) - Fonjep   | Fonctionnement (Aide sur poste Directeur)  | 7 107 €              |
| <b>DDCS 78</b> (ex Direction Dép. Jeunesse et Sports) - Fonjep   | Activités (Aide sur poste Chargé Projet Educatif)  | 7 107 €              |
| <b>Conseil Départemental des Yvelines</b><br>Aide en faveur des structures disposant d'un équipement à rayonnement territorial | Projet Culturel et Artistique  | 70 000 €             |
| <b>Sacem</b><br><b>Sacem</b>   | Aide à la diffusion<br>Fabriques   | 10 000 €<br>6 000€   |
| <b>CNV</b> (Centre National des Variétés)  | Projet Culturel et Artistique (Aide à la diffusion)  | 12 692€              |
| <b>FONPEPS</b>   | Projet Culturel et Artistique  | 8 255€               |
| <b>Education Nationale</b>   | PACTE  | 14 284€              |
| <b>CICE</b>  | Projet Culturel et Artistique  | 11 998 €             |
| <b>TOTAL SUR EXERCICE 2018-2019</b>  |  | <b>887443€</b>       |